

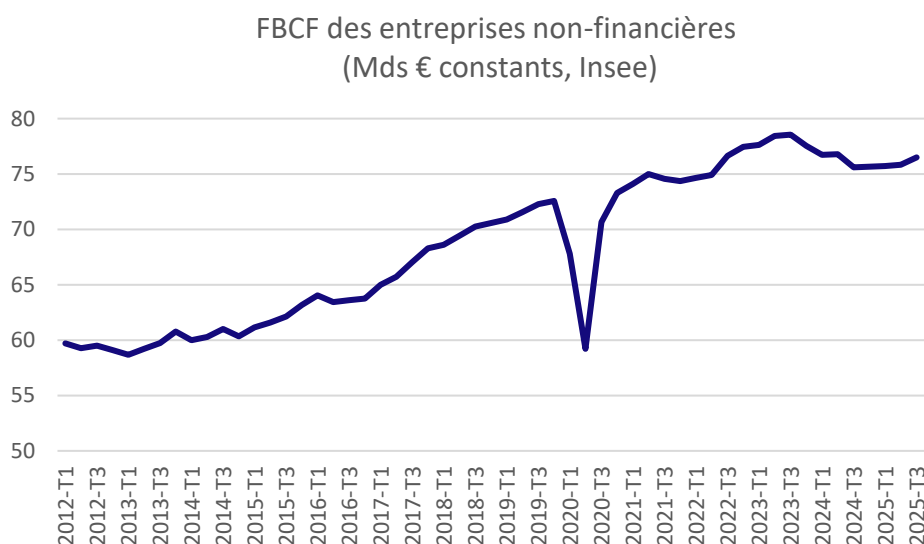
Choose France 2025 : les bonnes intentions ne suffisent pas

Synthèse

Réjouissons-nous des annonces d'investissement qui seront certainement faites lors du sommet Choose France le 17 novembre et de la volonté du gouvernement de dynamiser l'investissement¹. Mais les probables annonces, si tant est qu'elles se matérialisent, ne doivent pas masquer la situation plutôt morose de l'économie française : l'investissement des entreprises recule après le rebond post-covid et la réindustrialisation reste un objectif lointain. Les responsables politiques, s'ils souhaitent renforcer l'attractivité de la France, devraient surtout se préoccuper de ficeler un budget cohérent et de réfléchir à des réformes de fond.

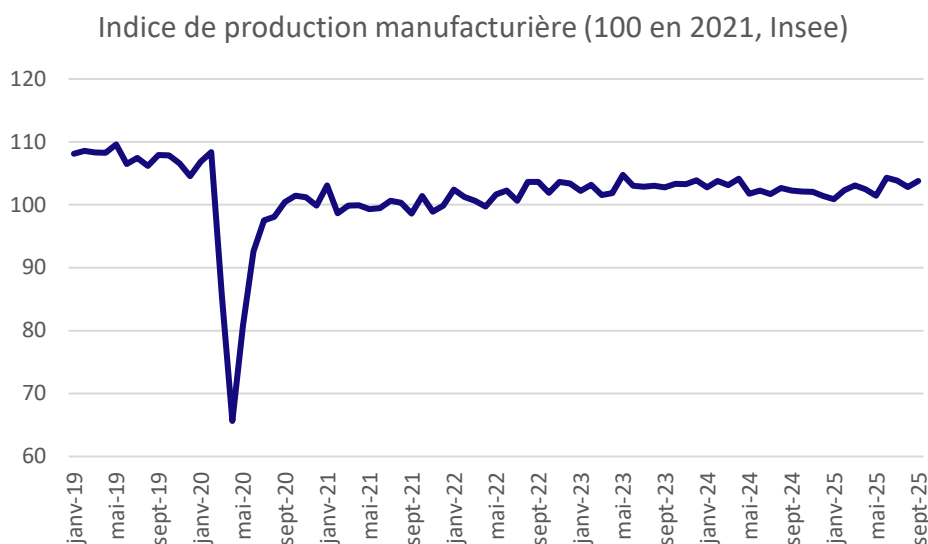
1. Une dynamique économique en petite forme

L'investissement des entreprises non-financières en France, après avoir fortement rebondi en sortie de crise sanitaire, est en retrait depuis 2023. Il a cependant légèrement augmenté depuis le deuxième trimestre 2025 et demeure sensiblement supérieur à son niveau de 2019. La réindustrialisation, objectif affiché du président Macron, est quant à elle un échec. La production manufacturière est inférieure d'environ 5 % par rapport à son niveau de 2019 et inférieure de 15 % par rapport à son pic de 2007².



¹ <https://presse.economie.gouv.fr/choose-france-edition-france-maison-de-la-chimie-paris-17-novembre-2025/>

² Source Insee dans l'ensemble du paragraphe



2. Choose France ne suffira pas à dynamiser l'investissement

Choose France part d'une bonne intention : inciter les entreprises à investir en France. Faut-il déjà que les annonces soient suivies d'effets. Or, par le passé, plusieurs projets ont été arrêtés (par exemple l'usine de puces qui devait être construite par Global Foundries et STMicroelectronics) ou fortement retardés³. Il est fréquent que les responsables politiques aient tendance à gonfler ou à présenter favorablement les chiffres d'investissements prévus, Donald Trump est notamment coutumier d'annonces peu rigoureuses⁴.

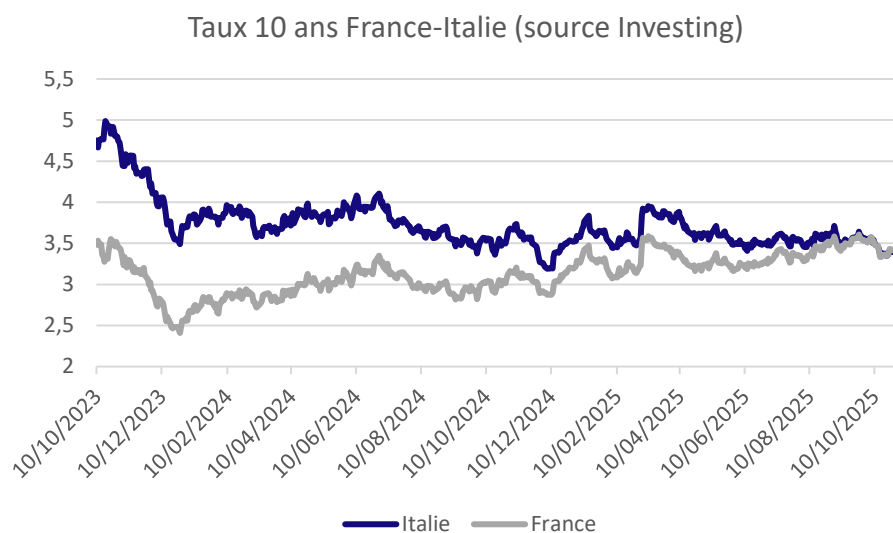
Surtout, il conviendrait d'améliorer les fondements économiques du pays pour attirer les investisseurs (recherche, éducation, simplification administrative, équilibre des comptes publics...). Et ce ne sont pas les débats sur le budget, joyeux capharnaüm où chacun semble avoir oublié qu'il conviendrait de réduire le déficit public⁵, qui vont stimuler l'investissement. Macron pourra en offrir, des petits fours aux chefs d'entreprises, pour faire oublier sa dissolution et la mélasse dans laquelle le pays patauge depuis (désolé si je m'agace, mais avouez qu'il y a de quoi...).

Avant de songer à attirer les investisseurs, encore faudrait-il commencer par ne pas les faire fuir. Les taux d'emprunt sur la dette publique sont un reflet, non pas de l'investissement des entreprises en tant que tel, mais de l'opinion des marchés financiers concernant le pays. Et cet indicateur est clairement au rouge, puisque la France s'endette désormais plus cher (ou au même taux selon les jours) que l'Italie. Preuve que, Choose France ou non, l'heure est plutôt à la défiance à l'égard de la France...

³ https://www.liberation.fr/economie/choose-france-le-projet-a-75-milliards-deuros-de-stmicroelectronics-et-globalfoundries-se-fait-attendre-20250520_U77TIDPMQJCM3NJVDYYWURS73Q/

⁴ <https://www.cbsnews.com/news/fact-check-trump-9-trillion-us-investments/>

⁵ <https://www.lopinion.fr/economie/budget-de-la-secu-retraites-le-grand-flou>



Rédigé le 16 novembre 2025 par Sylvain Bersinger, économiste et fondateur du cabinet Bersingéco
contact@bersingeco.fr